

« Pour un large effort fiscal », entretien avec Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités

6 septembre 2012



Pourquoi, selon vous, l'heure des choix fiscaux a-t-elle sonné ?

Nous avons atteint un niveau d'endettement inégalé, de quelque 1 800 milliards d'euros pour l'ensemble de nos administrations publiques, État en tête. Chaque année, notre déficit public tourne autour de 100 milliards. Il est urgent d'adopter des mesures à la hauteur de l'importance de ce problème. Plus le gouvernement tardera à réagir, plus ce sera douloureux pour tous les Français.

Pourquoi jugez-vous démagogique la proposition de taxer à plus de 75 % les revenus les plus élevés ?

Soyons clairs. Je suis favorable à cette taxe. Mais je m'interroge sur son efficacité. Elle ne concernera que 0,5 % à 1 % de la population. Son rendement sera hors de proportion avec l'ampleur de nos difficultés financières.

Psychologiquement, cette taxe convient à tout le monde, car elle

ne concerne personne ou presque. Le risque existe de s'en servir pour ne pas agir plus en profondeur. L'effort national nécessaire suppose une participation du plus grand nombre au redressement, à l'exception des plus faibles.

Il ne s'agit pas de faire payer les plus modestes, comme les titulaires des minima sociaux, mais les couches sociales larges, quitte à ce que la contribution des moins favorisés soit symbolique. Le modèle social français sera plus solide demain si tout le monde participe au redressement national.

Quelles niches fiscales faut-il supprimer ?

Elles sont nombreuses, coûteuses, et devront très certainement être rabotées voire supprimées, mais là n'est pas l'essentiel. Il faut s'attaquer aux baisses d'impôts, qui, depuis le début des années 2000, représentent des dizaines de milliards d'euros de manque à gagner pour les caisses de l'État. Elles ont été engagées par la gauche au début des années 2000, à l'époque où Laurent Fabius était à Bercy, et amplifiées depuis par les gouvernements de droite.

La baisse d'impôt est porteuse d'une apparente modernité et devait libérer la croissance. Cela n'a pas été le cas. Chacun est bien en mesure de constater l'atonie du taux actuel de croissance de notre économie.

Quels sont les seuils de revenus mensuels de cette classe moyenne ?

Il est inévitable d'imposer davantage la classe moyenne. Notre pays sortira de sa situation financière avec la participation du plus grand nombre. Chacun met un peu ce qu'il veut dans la classe moyenne.

Selon l'Insee, lorsqu'une personne seule gagne plus de 2 200 euros net d'impôts et prestations comprises, elle fait partie des 20 % de Français les plus aisés. Il en va de même pour un couple sans enfants gagnant plus de 4 100 euros net par mois. En deçà de 1 200 euros net avec prestations toujours pour une personne seule et de 2 200 euros net pour un couple sans enfants nous entrons, selon notre définition, dans ce que l'on peut appeler les « catégories populaires ». Elles forment 30 % de la population.

J'appelle « classe moyenne » celle qui est comprise entre les catégories aisées et les catégories populaires, soit 50 % de la population. Pour un couple avec deux enfants, on arrive à des revenus nets mensuels prestations comprises qui oscillent entre 3 000 euros et 5 200 euros net.

Comment proposez-vous d'imposer davantage cette classe moyenne ?

Par une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG), qui est proportionnelle au revenu. Les plus pauvres en seraient exonérés via un abattement, mais elle pourrait être de l'ordre de quelques dizaines d'euros mensuels pour un salarié touchant un smic et à temps plein. L'avantage de la CSG est que son assiette est large et qu'elle s'applique aux revenus du travail et aux revenus financiers. Cet effort pourrait s'accompagner d'une augmentation de l'impôt sur le revenu.

Jérôme Cahuzac, le ministre du Budget a écarté toute augmentation de CSG en 2013...

C'est là que je trouve qu'il y a une certaine dose de démagogie. Le gouvernement refuse de prendre en compte l'ampleur des déficits. Il ne pourra pourtant pas s'en affranchir. Il ne peut se contenter de demi-mesures s'il veut continuer à financer la santé, le logement, l'école. À moins d'emprunter encore davantage !

L'idée que les ménages sont allergiques à la fiscalité et qu'ils vous chassent du pouvoir quand vous augmentez les impôts est installée à gauche. Elle est malheureusement tenace...

Vous voulez donc que la gauche perde les prochaines élections ?

Je ne m'exprime pas en fonction de considérations électoralistes mais selon ce qui me semble juste et conforme à l'intérêt général du pays. Personne ne veut voir augmenter ses impôts, c'est humain, mais tout le monde veut protéger le système social français. Les Français se sont faits, je crois, à l'idée que c'était nécessaire pour éviter la faillite. Ils ont pris conscience que des réformes de fond sont nécessaires. François Hollande était d'ailleurs davantage sur cette ligne de responsabilité fiscale et budgétaire au début de la campagne des primaires que maintenant. Le pendant du « travailler plus pour gagner plus » aurait pu être « participer ensemble à l'effort national pour sauver notre modèle social ». Malheureusement, on entend surtout : « Taxons les riches, pas les classes moyennes. » On fait l'autruche.

Quelles sont les alternatives ?

Je ne suis pas contre l'augmentation de la TVA si elle touche les produits de luxe ou très nuisibles à l'environnement, comme l'automobile, mais son impact est nul ou presque chez les plus aisés. Et cela n'apportera pas de recettes considérables.

La baisse des dépenses ? On peut sans doute encore progresser. Mais il faudra dire où l'on diminue les crédits et il faut répondre à des besoins importants par ailleurs. Reste la baisse des prestations sociales. Qui oserait le faire, surtout dans une période de crise ? Soyons raisonnables. Notre proposition d'imposer d'avantage une grande majorité de contribuable est la plus juste et la plus durable pour améliorer l'état de nos comptes.

Quel rendement attendez-vous de vos propositions fiscales ?

Les niveaux d'imposition et de CSG nouveaux sont à discuter, de même que les niches fiscales. 100 milliards d'euros par an. Pour ceux qui ont plutôt été ménagés, voire encouragés fiscalement depuis des années, cela fera un peu moins d'épargne ou quelques dépenses en moins. Je crois sincèrement que c'est possible et utile à notre pays.

Propos recueillis par Jean-Bernard Gilles. Extrait de *Sud Ouest Dimanche* du 28 août 2012.

Photo / Dmitry Nikolaev

-
- Emplacement :
 - Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Pour-un-large-effort-fiscal-entretien-avec-Louis-Maurin-directeur-de-l>